

Ce sont là des signes que tout ne va pas bien dans ces pays satellites, que domine aujourd'hui le Kremlin, directement ou indirectement. Ces gens donnent libre cours à leurs sentiments en prenant leur destin en main, en organisant des émeutes et des manifestations pour démontrer qu'ils apprécient encore la liberté et sont disposés à mourir pour elle.

Il semble donc, je le répète, que tout ne va pas bien dans ces pays. Ainsi que d'autres députés l'ont dit aujourd'hui,—et j'ai déjà traité cette question,—avant que la Russie s'attende que les nations libres acceptent ses propositions dans leurs sens obvies, avant qu'elle puisse espérer que nous nous y montrions sensibles et que nous pensions qu'elles sont bien fondées et bien intentionnées, elle devrait être disposée à accorder aux peuples des pays assujettis à sa domination le droit de faire leur propre choix et le droit d'élire leur propre gouvernement ou, autrement dit, le droit de disposer d'eux-mêmes. Notre parti prône le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Nous pensons que ces diverses nations devraient avoir le droit de faire leur propre choix et d'élire le genre de gouvernement qu'elles préféreraient avoir. J'aimerais citer un extrait d'un discours que le chef de notre parti a prononcé tout récemment à Winnipeg. A propos du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, il a dit:

C'est parce que nous accordons une aussi grande importance à la liberté individuelle que nous déclarons que les divers peuples de la terre devraient être libres de choisir s'ils jouiront ou non de l'indépendance. Dans notre charte créditiste, nous appuyons sans réserve les principes moraux et politiques de l'indépendance nationale, de la souveraineté et de l'autonomie de toutes les nations et de tous les peuples, y compris l'Ukraine et les autres nations non russes tenues en captivité dans l'Union soviétique.

Nous nous sommes toujours faits champions du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et nous estimons qu'à moins d'établir fermement ce principe dans nos ententes et coutumes internationales, il y aura peu d'espoir d'obtenir un monde paisible et heureux. De plus, nous, c'est-à-dire les crédittistes, espérons en toute sincérité que la Grande-Bretagne, le Canada, les États-Unis et les autres pays libres du globe confirmeront la déclaration du général Dwight D. Eisenhower, qui a dit: "Nous n'accepterons jamais la mise en esclavage d'un peuple, même si nous devions en tirer avantage."

Nous sommes absolument convaincus qu'un jour, qui n'est plus très lointain, les peuples qui languissent à présent sous la domination communiste pourront exercer leur droit d'être humains et choisir selon leur gré.

Si l'on analyse les changements intervenus dans l'attitude soviétique à cet égard, j'estime que nous ferions bien de nous rappeler les déclarations de certains de nos hommes d'État. Le général Gruenthal, commandant suprême des alliés en Europe, disait, si l'on en croit la lettre de l'OTAN en date du 1^{er} juin lors

d'un discours prononcé à Edimbourg le 16 mai au sujet de la réduction des effectifs militaires des Soviets:

Du point de vue de leur efficacité à nos dépens, les modifications auxquelles ils ont procédé ne nous donnent aucun motif pour changer notre stratégie ou nos besoins.

Et un peu plus loin:

Nous n'avons jamais pu comprendre pourquoi les Russes avaient conservé une armée si considérable et j'ai le sentiment que ce qu'ils viennent de faire, c'est de commencer sur le tard à penser comme nous le faisons depuis plusieurs années.

Enfin, voici la dernière partie de la dernière phrase:

...cependant, pour ce qui est de nous découvrir si peu que ce soit, de réduire les forces requises pour donner suite aux programmes que nous avons étudiés avec beaucoup de soin, je pense que ce serait commettre une grave erreur que d'en venir à une telle conclusion maintenant.

Le président Eisenhower a aussi fait des déclarations dans le même sens. A mon avis, le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures y ont ajouté leur voix, exprimant le même avis sur cette question. En écoutant ce matin l'exposé du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, il nous a semblé que tout ou presque tout ce qu'il disait a déjà été dit. Nous étions heureux d'entendre de nouveau un exposé clair et précis. Le ministre a décrit la situation telle qu'il la voit. Cependant, je ne pense pas qu'il ait exposé d'une façon claire et précise les mesures que le Gouvernement entend prendre pour y faire face. Tout en félicitant le ministre, je pense que nous pourrions lui adresser quelques critiques à l'égard de cet aspect particulier, lui reprochant de n'avoir pas fait connaître clairement les intentions du Gouvernement, sa politique, pour faire face à la situation, en vue d'apporter une solution pratique aux problèmes qui se posent à nous actuellement.

Voici une coupure du *Globe and Mail* du 29 juin, intitulée: "Les premiers ministres diffèrent d'opinion sur la nouvelle attitude soviétique." L'article est d'Harvey Hickey. Je voudrais en citer deux paragraphes.

Quelques-uns des diplomates occidentaux,—et il ne s'agit pas seulement de ceux du Commonwealth,—commencent à être les des conférences convoquées dans l'unique dessein d'étudier les mesures à prendre pour répliquer à ce qu'a déjà fait le bloc communiste.

Pourquoi serions-nous éternellement sur la défensive? Pourquoi ne pourrions-nous pas agir de façon à provoquer la tenue d'une conférence au Kremlin où seraient discutées les mesures à prendre pour faire échec à ce que nous aurions nous-mêmes fait? Ces questions montrent bien quelle est en réalité la situation actuelle du monde; elles prouvent tout simplement que les puissances communistes ont pris l'initiative et que c'est aux autres à suivre.

L'honorable député de Winnipeg-Nord a peut-être exprimé la même pensée en d'au-